

Principaux points

Comme ailleurs dans le monde, la crise financière et économique mondiale a été ressentie dans la région Moyen-Orient et Asie centrale. Compte tenu de la diversité de la région, les Perspectives Économiques Régionales classent les pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale en trois sous-régions: (1) les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient, l'Afrique du nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP); (2) les pays importateurs de pétrole de la MOANAP; (3) le Caucase et l'Asie centrale (CAC).

Les exportateurs de pétrole de la sous-région MOANAP ont été directement touchés par la crise financière mondiale, en raison de la forte baisse des prix du pétrole et de l'arrêt soudain des entrées de capitaux, bien que le choc ait été largement amorti par des dépenses publiques anticycliques.

- Puisant dans les réserves substantielles constituées avant la crise, les gouvernements ont réagi en prenant de vigoureuses mesures anticycliques qui ont permis de limiter l'impact sur les secteurs non pétroliers de leurs économies: bien que ralentie, la hausse du PIB non pétrolier devrait encore atteindre 3,2% en 2009. Le corollaire est que les surplus des comptes courants des pays exportateurs de pétrole de la sous-région MOANAP passeront de 380 milliards de dollars EU en 2008 à environ 50 milliards de dollars EU en 2009.
- La remontée des cours du brut et la reprise anticipée de la demande globale vont contribuer à accroître les recettes pétrolières et permettre aux exportateurs de reconstituer leurs réserves de change – d'un montant prévisionnel dépassant 100 milliards de dollars EU en 2010. Cela créera en conséquence les conditions pour un maintien des dépenses publiques. Dans la mesure où la part du Conseil de coopération du golfe dans les importations mondiales devrait passer de 2,7% en 2008 à 3,2% en 2010, la contribution de la région à la demande mondiale demeurerait élevée.
- La crise a mis à jour les vulnérabilités du secteur financier de la région: insuffisances des systèmes de gestion du risque et surendettement des institutions. Des mesures visant au renforcement de la réglementation et de la supervision financières, déjà en place au niveau de certains pays, demeureront indispensables pour prémunir le système financier contre des chocs à venir.
- En 2010, il est prévu que la croissance dans les secteurs pétrolier et non pétrolier se situe entre 4,4 et 3,9 % dans la région prise dans son ensemble. Afin de permettre à ces pays de développer leur potentiel économique, les dépenses publiques en matière d'infrastructures et de développement social devraient continuer à constituer l'élément clé de la politique économique. À l'avenir, les gouvernements devront entamer la conception de stratégies destinées à démanteler les mécanismes d'accès exceptionnel à la liquidité mis en place pour atténuer les effets de la crise.
- À moyen terme, le développement des marchés financiers – y compris par le biais d'une diversification qui va au-delà d'un système reposant sur les banques – restera prioritaire au même titre que les efforts d'amélioration de l'environnement des affaires en appui de la diversification économique et de la création des emplois.

Les pays importateurs de pétrole de la MOANAP n'ont que peu souffert de la récession mondiale, dans la mesure où leur croissance économique devrait passer de 5% en 2008 à 3,6% en 2009. La faible intégration aux marchés de capitaux internationaux, l'étroitesse du système bancaire en matière de produits structurés et une faible base industrielle ont permis à ces pays d'être moins exposés aux effets de la crise. Les mesures de relance à caractère budgétaire et monétaire, et l'impact de la hausse des dépenses publiques dans les pays voisins exportateurs de pétrole contribuent également à soutenir la demande. Pour les mêmes raisons qui expliquent le ralentissement modéré de ces pays, ils ne peuvent en conséquence espérer qu'une reprise très modeste. La remontée des prix du pétrole est aussi une source de préoccupation, surtout pour les pays les plus pauvres du groupe.

- Le principal canal de transmission du ralentissement mondial a été la réduction des recettes provenant de l'extérieur. Les exportations de marchandises et les investissements étrangers directs, qui ont été les plus touchés, devraient baisser respectivement de près de 16 % et de près de 32 % en 2009. Les revenus du tourisme et les envois de fonds des émigrés devraient également chuter, quoique dans une moindre mesure.

- Les pays importateurs de pétrole du Maghreb (Mauritanie, Maroc et Tunisie) ont été fortement affectés par le ralentissement de l'Union européenne – leur principal partenaire pour les échanges et les envois de fonds de travailleurs. Au Maroc, néanmoins, une récolte exceptionnelle a atténué les effets de la crise économique mondiale sur la production intérieure.
- Pour 2010, une reprise économique lente dans les pays partenaires, combinée à une faible marge de manœuvre pour des mesures contre cycliques se traduiront par une croissance – projetée à 3,8 % - relativement inchangée.
- L'endettement élevé de la plupart des importateurs de pétrole de la sous-région MONAP limite les possibilités de relance budgétaire alors que la marge pour un assouplissement monétaire reste entravée par le relèvement anticipé des taux d'intérêt internationaux, qui sont actuellement à des niveaux historiquement bas. En raison de la faible marge disponible pour la poursuite d'une politique expansionniste, les autorités doivent commencer à recentrer leurs efforts sur les réformes de l'offre afin de donner une impulsion à l'activité du secteur privé et à l'emploi, et améliorer la compétitivité. Dans les pays n'appliquant pas un régime de change fixe une flexibilité accrue facilitera la poursuite de cet objectif.

La crise mondiale a durement affecté la CAC, dont la croissance devrait passer de 6,6% en 2008 à 1,5% en 2009. Mais cette moyenne masque d'importantes différences entre les pays. La plupart des exportateurs d'énergie de la région devraient connaître une croissance solide en 2009, en raison de leurs liens limités avec les marchés internationaux, des contrats d'exportation d'énergie à long terme et des politiques de soutien mises en place. En revanche, les importateurs d'énergie sont confrontés à un recul de la croissance et à une dégradation du niveau de vie, du fait de la chute des envois de fonds d'émigrés en provenance de Russie. Une modeste reprise est attendue en 2010 dans l'ensemble de la CAC.

- Dans trois des quatre exportateurs d'énergie – l'Azerbaïdjan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan – la croissance devrait rester forte en 2009, essentiellement en raison de dépenses publiques rendues possible par l'abondante épargne accumulée par l'Etat pendant les années du boom. Toutefois, le Kazakhstan, qui est en proie à une crise bancaire, devra faire face à une contraction de 2% en 2009. La demande mondiale d'énergie devrait repartir à la hausse, donnant l'occasion aux pays qui en exportent d'enregistrer des taux de croissance vigoureux en 2010.
- Les importateurs d'énergie de la CAC sont touchés à des degrés divers. L'Arménie et la Géorgie, plus intégrés aux marchés internationaux, subiront probablement en 2009 des contractions de plus de 15 % du PIB, alors que la Kirghizie et le Tadjikistan s'en tirent mieux. Le redémarrage prévu en 2010 sera lent et graduel.
- Face à la récession, les autorités ont réagi en assouplissant les politiques budgétaires et monétaires et en renforçant les filets sociaux. Dans les pays importateurs d'énergie, où les autorités disposent de peu de latitude pour prendre de telles mesures, les donateurs, dont la Russie et la Chine voisines, ainsi que le FMI ont dû fournir un appui.
- En 2010, la politique budgétaire devra continuer, là où c'est possible, à soutenir la croissance et à donner la priorité à la protection sociale. Les importateurs d'énergie auront besoin d'une nouvelle aide concessionnelle de la part des bailleurs de fonds pour que leur endettement n'atteigne pas des niveaux insupportables. Pour leur part, les exportateurs d'énergie devraient affecter une partie du produit de la hausse anticipée des revenus provenant de l'augmentation des prix de l'énergie aux réformes structurelles.
- Dans toute la région, les systèmes financiers sont sous tension, en particulier au Kazakhstan où leur redressement reste prioritaire. Les pays devraient continuer à préserver la flexibilité des taux de change ou à s'orienter progressivement vers des régimes de change flexible, afin de protéger ou de développer les activités tournées vers l'exportation.

En résumé, il faut continuer, quand c'est faisable, à soutenir la demande intérieure pour atténuer les effets de la crise sur les populations, tout en gardant à l'esprit la viabilité de la dette. Pour ce qui est des pays à bas revenus, un effort supplémentaire de la part des bailleurs de fonds s'impose pour maintenir un niveau nécessaire de développement économique et prévenir une nouvelle hausse des taux de pauvreté. Les gouvernements de toute la région doivent continuer à renforcer leurs systèmes financiers et demeurer vigilants afin de ne pas compromettre la dynamique des réformes structurelles visant à diversifier leurs économies, à créer des possibilités d'emploi et à leur permettre de bénéficier de la reprise économique mondiale.